



Le Fonds gaz/électricité: le point sur son fonctionnement et ses conditions de mise en œuvre

Compte-rendu de la rencontre du 24 novembre 2011 entre la Commission Energie et Michèle Brouet, Chef du Service Inspection au SPP Intégration sociale

Législation:

L. 4.9.2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (M.B. 28.9.2002, éd. 2) et ses modifications.

Circ. 12.12.2002 du Min. Emploi et Form. relative à la comptabilité des recettes et dépenses relevant de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (M.B. 24.1.2003).

Circ. 3.4.2003 du Ministère Intégration sociale relative à la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies.

A.R. 26.10.2004 pris en exécution de l'article 3 de la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance sociale et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (M.B. 5.11.2004).

A.R. 14.2.2005 pris en exécution de la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (M.B. 24.2.2005) et ses modifications.

Circulaire d'avril 2010 concernant la "*politique sociale préventive en matière d'énergie*" dans le cadre du Fonds gaz/électricité.

Mesure "Convecteurs gaz":

A.R. 26.7.2007 modifiant l'arrêté royal du 14 février 2005 pris en exécution de la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (M.B. 10.8.2007).

Circ. 30.1.2008 SPP Intégration sociale concernant l'octroi d'une aide à l'achat d'un convecteur au gaz dans le cadre du Fonds gaz électricité.

Le Fonds énergie ou le Fonds gaz/électricité a été institué par la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux CPAS la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies.

Pour rappel, ce fonds confie deux missions aux CPAS:

1° accorder aux personnes qui ont notamment des difficultés à payer leur facture de gaz ou d'électricité, l'accompagnement et la guidance sociale et budgétaire nécessaires. Cet accompagnement en faveur des clients en difficulté comprend:

- la négociation de plans de paiement;
- la mise en place d'une guidance budgétaire;

2° octroyer une aide sociale financière aux personnes dont la situation d'endettement est telle qu'elles ne peuvent plus faire face, malgré leurs efforts personnels, au paiement de leurs factures de gaz et d'électricité.

Malgré que la loi ait été édictée il y a bientôt dix ans, il existe encore trop souvent des informations contradictoires sur les règles de fonctionnement du fonds, ses conditions d'activation et sur le type de dépenses éligibles. L'élargissement des missions du fonds, l'ouverture des conditions d'accès et les possibilités d'interventions laissées à l'appréciation des CPAS sont autant d'éléments qui contribuent à semer le doute.

Dans le cadre de ses travaux, la Commission Energie a rencontré Michèle Brouet, Chef du Service Inspection au SPP Intégration sociale. Nous avons souhaité faire le point sur les dépenses éligibles et obtenir des précisions quant aux règles qui conditionnent les inspections au sein des CPAS.

Cette note est un compte-rendu de la réunion. Pour faciliter la lecture du document, il sera noté "le fonds" pour faire référence au "Fonds gaz/électricité".

1. Le financement des frais de personnel et de fonctionnement par le biais de l'article 4

a. Le calcul de la masse salariale financée par le fonds

L'article 4 de la loi organise le financement du personnel affecté aux missions du fonds. Un montant forfaitaire de 37.184 € par équivalent temps plein est accordé aux CPAS. Pour l'année 2011, le montant indexé s'élevait à 44.415,30 €.

On trouve à l'article 4 de la loi:

"Par. 1^{er}. Un montant forfaitaire annuel de 37.184 EUR par équivalent temps plein est octroyé aux CPAS pour couvrir la charge salariale annuelle brute du personnel déterminé au paragraphe suivant et les frais liés à ce personnel. Pour l'application du présent article, les normes suivantes sont prises en compte :

(...)

Par. 3. Le montant visé au par. 1^{er} est automatiquement indexé et le Roi peut l'adapter en fonction de l'évolution des salaires par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Par. 4. Le CPAS qui est catalogué dans une classe inférieure que celle de l'année précédente sur la base du calcul visé au par. 2, garde néanmoins pendant un an, le nombre d'équivalents de cette année précédente".

Et à l'article 5:

"Le financement mentionné à l'article 4, par. 1^{er} et 2, dépend, à partir du 1^{er} janvier 2005, de l'agrément par les autorités compétentes du service de médiation de dettes du CPAS concerné ou de son conventionnement avec un service ou une personne agréé(e) par les autorités compétentes".

Au cours des inspections, des difficultés d'interprétation sont souvent apparues quant au calcul de l'affectation de la masse salariale sur le fonds.

Le principe général est que le nombre d'équivalents temps pleins, calculé sur la base de la double clé (v. art. 4, par. 2)¹, est un **maximum** pouvant être pris en compte pour déterminer le volume de la masse salariale à affecter au fonds. Cette masse salariale ne peut donc pas être affectée sur un nombre plus important de travailleurs. Or, grâce aux différentes aides à l'emploi (APE, Maribel, cofinancement, fonds européens, ...)², les CPAS arrivent à réduire leur coût de personnel et pourraient affecter ce subside sur davantage de travailleurs (en veillant à respecter la règle du double subventionnement). Cette pratique n'est pas permise³. Nous illustrons ces propos par deux exemples.

Exemple 1. Sur base de l'article 4, par. 2, un CPAS bénéficie d'un équivalent temps plein. Le travailleur affecté au fonds coûte annuellement 39.000 € et bénéficie de points APE pour un montant de 23.000 €. Le CPAS a, à sa charge, un coût salarial annuel de 16.000 €. Le financement d'un ETP prévu par le fonds s'élève à 44.415,30 €. Dans cet exemple, le montant, versé au CPAS, sur base de l'article 4 sera limité à 16.000 €. L'Administration procédera donc à un réajustement budgétaire.

Certains CPAS se sont opposés à cette décision et ont réclamé l'entièreté de la subvention arguant du fait qu'il s'agit d'une indemnisation forfaitaire. Une analyse effectuée par le service juridique du SPP IS a montré que, sur base de la législation relative aux subsides de l'Etat, si une rémunération est inférieure au subside, le montant qui peut être attribué par le biais de ce subside ne peut pas dépasser cette dépense. Actuellement, et sur base de cette règle, le SPP Intégration sociale procède à de nombreuses récupérations.

Exemple 2. Sur la base de l'article 4, par. 2, un CPAS reçoit un financement pour 8 ETP. Dans le cadre du rapport unique, ce CPAS déclare 10 ETP. Mathématiquement, les 10 ETP coûteront davantage que les 8 ETP distribués par le fonds. Le CPAS pourrait donc s'attendre à bénéficier du montant forfaitaire attribué pour ces 8 ETP. Toutefois, au moment de l'inspection et afin de déterminer le montant auquel le CPAS a effectivement droit, l'inspecteur reprend le coût salarial de 8 ETP prévus au subside (en tenant compte des 8 salaires les plus élevés). Il déduit les éventuelles aides à l'emploi dont bénéficient ces travailleurs et détermine ainsi le coût salarial à charge du CPAS. Le subside octroyé sera limité à ce montant.

Pour information, le coût salarial global d'un travailleur tient compte du salaire brut mais également de tous les coûts annexes: frais de déplacement domicile-lieu de travail, ONSS, chèque-repas, pécule de vacances, médecine du travail, assurance-groupe, ...⁴

Pour le personnel affecté à temps partiel sur le fonds

Partons de l'exemple d'un travailleur social engagé à temps plein et affecté à 30 % sur le fonds. Ce travailleur bénéficie de points APE. Afin de déterminer le subside auquel le CPAS a droit, le calcul s'effectue en deux temps:

- primo, du salaire brut total du travailleur (y compris: ONSS, chèques-repas, médecine du travail, assurances groupes, ...), est déduit le montant des aides à l'emploi (APE ou autres)

¹ Les normes de personnel sont déterminées sur la base du nombre de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance visés à l'art. 37, par. 1^{er} et 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités et le nombre de débiteurs défaillants enregistrés à la Centrale des Crédits aux Particuliers.

² Le SPP IS ne tient pas compte du financement du personnel via le fonds spécial car cela compliquerait beaucoup trop les calculs.

³ Le cofinancement a, quant à lui, toujours été autorisé pour autant qu'il couvre au maximum 100 % de la dépense.

⁴ Les frais de déplacements des travailleurs pour se rendre en mission ne peuvent être affectés sur le Fonds énergie.

dont bénéficie le travailleur. Le coût salarial pris en charge, sur fonds propres par le CPAS, est ainsi déterminé;

- secundo, à partir du salaire total brut du travailleur, il faut calculer le coût salarial au prorata de son taux d'occupation pour le fonds.

Si le coût salarial du travailleur, calculé au prorata de son temps de travail, est inférieur ou égal au montant financé, par le CPAS, sur fonds propres, alors celui-ci sera totalement affecté sur le Fonds gaz/électricité. A l'inverse, si le coût salarial (calculé au prorata du temps de travail) est supérieur au montant financé, par le CPAS, sur fonds propres, alors la prise en charge, via le fonds, sera limitée.

Exemple 1. Salaire brut total du travailleur: 40.000 €. Le montant des aides à l'emploi s'élève à 12.000 €. La charge salariale financée sur fonds propres par le CPAS est limitée à 28.000 €.

Le taux d'affectation du travailleur sur le fonds est de 30 %, soit 30 % de 40.000 € = 12.000 €. Le CPAS a-t-il bien financé 12.000 € en fonds propres? Oui, puisqu'il en a financé 28.000 €. Dans ce cas, les 12.000 € seront acceptés et financés via le fonds.

Exemple 2. Salaire brut total du travailleur: 42.000 €. Le montant des aides à l'emploi s'élève à 36.000 €. La charge salariale financée sur fonds propres par le CPAS est limitée à 8.000 €.

Le taux d'affectation du travailleur sur le fonds est de 50 %, soit 50 % de 42.000 € = 21.000 €. Le CPAS a-t-il bien financé 21.000 € en fonds propres? Non, puisque son intervention sur fonds propres s'est limitée à 8.000 €. Le montant du subside sera donc plafonné à 8.000 €. Il y a aura donc un réajustement budgétaire.

Pour le SPP IS, cette manière de procéder se justifie par le fait que, longtemps, les CPAS se sont plaints d'avoir des missions supplémentaires sans moyens complémentaires. A partir du moment où des moyens complémentaires ont été dégagés, ceux-ci doivent servir à l'engagement de personnel pour la réalisation des missions du fonds et non pour financer leurs diverses autres missions.

b. L'affectation réelle des travailleurs

Lors des inspections, les inspecteurs vérifient que les personnes déclarées dans le rapport unique travaillent réellement pour le fonds. Les CPAS doivent en apporter la preuve. Comment? Divers éléments de preuve peuvent être avancés.

Dans certains CPAS, les choses sont claires. Les travailleurs ont été engagés sur cette base. Le contrat de travail mentionne que la personne est engagée suite à la législation relative au Fonds gaz/électricité. Mais cette situation n'est pas courante d'autant plus que, dans de nombreux CPAS, les personnes qui ont été affectées au fonds étaient déjà en place avant la promulgation de la loi. L'inspection exige alors un autre type de preuve.

Il peut s'agir d'une délibération du conseil stipulant que le(les) travailleur(s) est/sont affecté(s) sur le fonds à concurrence de tel pourcentage.

Si cette délibération n'existe pas et que le travailleur appartient au service social, l'organigramme du service social peut constituer une base de preuve pour autant qu'il atteste du pourcentage d'affectation du travailleur sur le fonds. Si un tel document n'existe toujours pas, l'agenda du travailleur peut être utilisé pour attester de l'affectation réelle du travailleur.

La décision du conseil de l'action sociale ou de l'organe compétent relative à la désignation du représentant de la guidance sociale énergétique au sein des commissions locales pour l'énergie est également valable.

Si aucun type de preuve ne permet d'attester cet élément, le CPAS sera tenu de régulariser la situation pour la prochaine inspection. Il doit exister, au sein du CPAS, une traçabilité qui indique que le(les) travailleur(s) travaille(nt) pour le fonds.

Il faut également souligner que, lorsqu'au sein d'un CPAS, il existe un service énergie spécifique ou un service de médiation de dettes, ce problème de preuve n'existe pas. Les difficultés se posent souvent dans les petites structures où les travailleurs sociaux se consacrent à plusieurs missions, où les équipes en place l'étaient déjà et que le volume de personnel n'a pas évolué depuis la création du fonds.

c. Le Fonds gaz/électricité et le subside de médiation de dettes

Le subside régional lié à la médiation dettes peut couvrir les frais de personnel mais aussi les frais de fonctionnement. On sait, toutefois, que ce subside est généralement peu élevé et ne couvre pas la totalité du coût du personnel. Le personnel concerné est donc souvent déclaré dans les deux rapports. Comment alors le contrôle est-il envisagé lors des inspections (sachant que, pour la médiation de dettes, les affectations se font en 8013)? Comment est-il possible d'agencer au mieux les deux dispositifs? Comment effectuer les déclarations dans le rapport unique et dans le rapport d'activités relatif à la médiation de dettes? Faut-il réaliser une quote-part dans chaque rapport?

Pour Michèle Brouet, il faut rester dans la même logique. Les CPAS peuvent subsidier 100 % des dépenses mais pas au-delà. Une bonne pratique consisterait à ce que les CPAS couvrent d'abord les frais de fonctionnement, les frais de formation, ... sur le subside lié à la médiation de dettes avant de couvrir les salaires qui peuvent être couverts par d'autres dispositifs: Maribel, APE, Fonds gaz/électricité, ...

Il faut également tenir compte des fonctions propres à la médiation de dettes qui doivent, en priorité, être affectées sur le subside régional. On pense à la convention avec les juristes, les coûts liés à l'organisation des groupes d'appui, ...

Afin d'assurer une cohérence dans l'affectation des divers frais, il est conseillé d'élaborer les deux rapports (unique et médiation de dettes) simultanément.

d. Les frais annexes aux frais salariaux

Les frais de formation du personnel ne sont pas pris en charge sur l'article 4. Si des formations liées à l'énergie sont suivies par les membres du personnel affecté aux fonds, les frais y relatifs peuvent éventuellement être pris en charge par l'article 6 (v. infra).

Les frais de déplacements liés aux missions des agents sont exclus de l'article 4.

2. Les modalités d'utilisation de l'article 6

L'article 6 de la loi stipule que:

"Afin d'assurer les missions prévues à l'article 2, 2°; l'Etat fédéral répartit annuellement, après déduction des moyens nécessaires au financement des mesures prévues à l'article 4, le solde des fonds visés à l'article 7 entre les CPAS sur la base de la somme du nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence ou du droit à l'intégration sociale et du nombre d'étrangers

inscrits au registre de la population et bénéficiant d'une aide financière du CPAS au 1^{er} janvier de l'année précédente.

Ce solde doit être affecté exclusivement :

- à une intervention concernant l'apurement de factures non payées et/ou
- à des mesures dans le cadre d'une politique sociale préventive en matière d'énergie".

Comme l'indique l'article 6, deux types de dépenses peuvent être affectés sur cette enveloppe:

- les impayés de factures;
- les dépenses liées à la mise en œuvre d'une politique sociale préventive. On y retrouve, les dépenses de personnel affecté à la prévention et les dépenses liées à la mise en œuvre d'actions de prévention collectives et/ou individuelles.

a. Les aides financières

D'entrée de jeu, Michèle Brouet a rappelé que le fonds a été mis en place pour aider les personnes à faire face à leurs factures de gaz et/ou d'électricité. Il s'agit de ***l'objectif premier*** de ce fonds et de sa porte d'entrée. L'existence d'une difficulté de paiement d'une facture de gaz et/ou d'électricité est donc la ***condition sine qua non***.

Toutefois, limiter l'intervention aux paiements des factures énergétiques alors qu'un ménage se trouve dans de grandes difficultés financières, n'a pas beaucoup de sens. Pour aider ces ménages à sortir de leur situation globale d'endettement, le fonds a été ouvert à d'autres types de dépenses. La priorité doit cependant être laissée aux dépenses énergétiques.

Le fonds peut donc être activé sur la base de l'existence d'une difficulté de paiement. Il ne s'agit donc plus nécessairement de disposer d'un rappel de paiement, d'une mise en demeure ou de toute procédure attestant d'un retard de paiement. Le rapport social devra toutefois démontrer que, malgré ses efforts personnels et en tenant compte du budget mensuel du ménage, ce dernier ne pourra pas payer, en tout ou en partie, sa facture de gaz et/ou d'électricité. Il s'agit là d'une évolution au niveau de l'interprétation donnée aux conditions d'activation du fonds puisque, auparavant, on parlait bien de l'existence d'une dette.

Certains CPAS ne respectent pas cette condition. L'inspection a donc été amenée à refuser certaines dépenses. A titre d'exemple, les inspecteurs ont été confrontés à la pratique de CPAS qui octroyaient, chaque année au début de l'hiver, une aide de 500 € à tous les usagers du CPAS. Cette aide était justifiée par le fait que ces personnes allaient être confrontées à des consommations énergétiques importantes en raison de l'hiver. Ces interventions étaient octroyées indépendamment de l'existence de difficultés financières. L'Administration a procédé à un réajustement budgétaire.

Il est clair que si ces interventions avaient été basées sur un rapport social circonstancié attestant d'un état de besoin et de l'impossibilité pour les bénéficiaires de faire face à leurs dépenses de chauffage, la décision de l'inspection aurait été toute autre.

Il y a eu de nombreuses discussions et interprétations au sujet de l'intervention du fonds pour des factures de mazout. L'Administration avait marqué son accord pour la prise en charge d'une facture de mazout pour autant que le paiement de cette facture mette en péril l'équilibre budgétaire du ménage. Pour Michèle Brouet, les choses sont plus nuancées. Cette prise en charge peut être réalisée pour autant que la clé d'accès au Fonds gaz/électricité soit respectée. Il faut également utiliser les autres aides existantes: l'allocation de chauffage, l'aide sociale du CPAS, ...

Selon Michèle Brouet, une bonne pratique consisterait à ce que le CPAS prenne en charge une ou plusieurs factures d'électricité afin que le ménage puisse faire face à ses dépenses de mazout (ce qui limite leur apparition dans le fonds).

Un exemple de dépenses acceptées est l'octroi d'une aide financière équivalente à 500 litres de mazout à des ménages en difficultés financières qui disposent d'un compteur à budget gaz. L'enquête sociale doit démontrer que les personnes se trouvent en difficulté de paiement. Elles peuvent alors recevoir une somme d'argent pour recharger leur compteur. Elles sont ensuite invitées à apporter la preuve du rechargement.

De manière générale, l'existence d'un compteur à budget permet l'activation du fonds. En effet, l'existence de ce compteur prédispose d'une difficulté de paiement.

Comme cité précédemment, le fonds a aussi été ouvert à d'autres types de dettes afin, qu'au départ d'une difficulté de paiement d'une facture de gaz et d'électricité, le CPAS puisse rééquilibrer le budget d'un ménage. Il faut toutefois intervenir avec une certaine réserve et avec une certaine logique. Le fonds a été mis en place pour aider les ménages à payer leurs factures de gaz et d'électricité. C'est ce type de dépense que l'on doit retrouver en priorité.

Ainsi, certains CPAS, dont le droit de tirage de l'eau était épuisé, ont activé le fonds pour toutes les factures d'eau impayées sans que la clé d'accès au fonds ne soit respectée. Cette pratique a été contestée par l'Administration qui a procédé à un réajustement.

Les CPAS pourraient prendre en charge le paiement de factures d'eau sur le fonds pour autant que la personne soit en difficulté de paiement de sa facture de gaz et d'électricité. Ou encore, si une personne rencontre des difficultés de paiement de sa facture d'eau ou si un tel paiement la met en difficulté pour le paiement de sa facture de gaz et/ou d'électricité, le CPAS pourrait intervenir pour le paiement de la facture de gaz et/ou d'électricité et laisser la personne régler sa facture d'eau. Cette pratique est plus cohérente par rapport aux règles qui régissent le fonctionnement du fonds.

Il semblerait, selon Michèle Brouet, que de plus en plus de CPAS souhaitent limiter les interventions sur fonds propres par l'activation toujours plus importante du fonds. L'Administration souhaite fixer des limites et recadrer les modalités d'intervention.

Le cas des personnes suivies en guidance budgétaire ou en médiation de dettes

Une autre pratique a été analysée. Il s'agit de la situation de personnes qui ont bénéficié d'une intervention financière pour le paiement d'une facture d'énergie (sur base des conditions d'activation). Le CPAS, ayant constaté que ces personnes étaient endettées de manière globale et durable, a proposé, parallèlement à l'intervention du fonds, un accompagnement par le biais d'une guidance budgétaire.

Il est évident que, le temps de la guidance, la personne reste en difficulté et que d'autres difficultés peuvent surgir. Dès lors, se pose la question suivante: le CPAS pourrait-il octroyer une aide financière, sachant que l'usager paie son électricité et/ou son gaz mais qu'il reste dans un équilibre financier instable et qu'il ne sait pas, seul, faire face à toutes ses dépenses? Le CPAS peut-il intervenir sachant que l'intervention pour une facture de gaz/d'électricité peut remonter à plusieurs mois? Que faut-il indiquer dans le rapport social? Il conviendrait de ne pas pénaliser les bénéficiaires faisant l'objet d'une guidance budgétaire sous prétexte que les difficultés de paiement en gaz et/ou en électricité n'existent plus. La situation est identique pour les personnes suivies en médiation de dettes, en comptes co-gérés, ...

Pour Michèle Brouet, il s'agit d'une question de bon sens. Une intervention pour le paiement d'une facture de gaz/d'électricité n'ouvre pas l'accès au fonds ad vitam aeternam. Toutefois, lorsqu'il y a

un accompagnement budgétaire cela peut justifier une intervention ultérieure. On ne considère pas que la personne bénéficie d'un nouveau ticket d'entrée mais qu'elle se trouve toujours en difficultés financières. Même si la facture de gaz/d'électricité est réglée, le paiement d'une dépense imprévue/exceptionnelle peut mettre à mal l'équilibre budgétaire du ménage. Le paiement de cette dépense induira des difficultés pour le paiement de la facture de gaz et d'électricité. Cette situation justifie l'intervention du fonds et doit être explicitée dans le rapport social.

Cette interprétation n'est toutefois pas valable lorsqu'aux détours d'une demande d'aide financière, le conseil impose à la personne la mise en place d'une guidance/gestion budgétaire qui ne se justifie pas forcément. Dans ce cas, la condition d'accès au fonds n'est pas remplie.

L'enquête sociale et le rapport social sont deux éléments importants pour attester de l'accès aux conditions du fonds.

D'autres questions se sont posées:

- Quid de l'intervention du fonds pour un arriéré de loyer lorsque celui-ci comprend les charges locatives? Dans ce cas, le fonds peut intervenir puisque le non-paiement du loyer induit le non-paiement de l'électricité et/ou du gaz. Le CPAS devra justifier, dans son rapport, des difficultés que la personne rencontre à payer son loyer. Le CPAS doit disposer d'un décompte de charges.
- De même, concernant les charges locatives (communs, parc, ...), la prise en charge de telles dépenses est possible si le CPAS dispose d'une attestation du propriétaire confirmant que les communs sont chauffés au gaz ou à l'électricité. Le CPAS doit également disposer d'un décompte de charges.
- Il est possible d'accorder plusieurs aides à une même personne sur une même année. Aucune limite n'est fixée dans la législation.

b. Les actions de prévention

Depuis 2010, suite à l'élargissement des missions du fonds, les CPAS ont la possibilité de financer des actions de prévention collectives ou individuelles.

La circulaire adressée aux CPAS en 2010 dresse la liste des dépenses admissibles. Ces dépenses doivent poursuivre un objectif: ***permettre aux bénéficiaires de réaliser des économies d'énergie.***

Les actions individuelles

La circulaire reprend pour les actions individuelles:

"- le CPAS peut intervenir dans les coûts pour des appareils plus efficaces et plus sûrs. Exemple: compteur bi-horaire, compteur à budget, achat d'ampoules économiques, achat de wattmètres, achat de multiprises avec interrupteur, achat d'un poêle à pellets, achat d'un pommeau de douche économique, achat ou aide à l'achat d'appareils électroménagers A+, achat de lampe à basse consommation, ...

- le CPAS peut intervenir dans la surveillance, l'entretien ou la mise en conformité d'appareils énergétiques:

- *soit en intervenant dans l'installation ou l'entretien d'appareils énergétiques. Exemple: installation d'un circuit électrique plus performant, ramonage des cheminées, entretien des cheminées, ...*

- soit en intervenant dans un diagnostic énergétique personnalisé. Exemple: scan énergétique personnalisé, audit énergétique, analyse énergétique, suivi des consommations du ménage, aide dans le choix du fournisseur d'énergie, ...

- Le CPAS peut intervenir pour réduire la consommation énergétique. Exemple: achat de tentures, isolation des tuyauteries de chauffage, produits pour colmater les joints au bas des portes ou autour des vieux châssis, boudins de porte, placement de réflecteurs, thermostats, vannes thermostatiques, ...

- le CPAS peut intervenir dans le financement de travaux permettant des réductions du coût de l'énergie, même dans le cadre du gros œuvre. Le logement visé doit être celui du public-cible. Exemples: isolation des toitures, murs, planchers et portes extérieures, doubles vitrages et châssis performants, volets, isolation des tuyauteries de chauffage, remplacement du chauffage, intervention dans le coût financier d'emprunts ayant pour but la réduction de consommations d'énergie, ...".

Afin qu'une personne ou un ménage puisse bénéficier d'une action préventive individuelle, il faut repartir du principe général d'activation du fonds qui est la difficulté de paiement d'une facture de gaz et/ou d'électricité. Lorsque cette condition est rencontrée, il n'existe pas de limite d'intervention financière. Il revient, une fois encore au CPAS, de motiver sa décision dans le rapport social.

Parmi les possibilités d'intervention, Michèle Brouet attire l'attention sur les limites à poser. Jusqu'où un CPAS doit-il intervenir pour payer les rénovations de logements occupés par des ménages propriétaires précarisés? Doit-il financer des travaux de réparation d'une cheminée qui risque de s'effondrer et qui ne permet pas au ménage de se chauffer? Doit-il financer les travaux de mise en conformité des installations électriques? Doit-il financer les travaux qui incombent aux propriétaires récalcitrants? Doit-il intervenir pour des locataires de logements sociaux? Ces questions méritent réflexions. Ces dernières doivent aussi être guidées par l'objectif à atteindre: les économies d'énergie.

Le CPAS pourrait, dans ce type de situations, intervenir pour la prise en charge de factures énergétiques afin de laisser la possibilité au ménage de financer la réalisation des travaux. Le CPAS veillera à activer les différentes aides existantes: Mébar, Fonds chauffage, plan d'action préventive en matière d'énergie - PAPE, ...

Le rapport social devra démontrer, que malgré l'activation éventuelle de certaines aides, les personnes n'ont pas les moyens de financer des travaux, l'achat d'équipement, l'entretien des installations, ...

En ce qui concerne la mise en place d'actions de prévention, le CPAS peut aussi intervenir dans le cas suivant: un ménage a bénéficié d'une intervention du fonds pour le paiement d'une facture de gaz et/ou d'électricité. Au-delà de l'intervention financière, le ménage bénéficie d'un accompagnement individualisé. Cinq ou six mois plus tard, le CPAS souhaite intervenir pour permettre au ménage de réaliser des économies d'énergie (ex.: distribution d'ampoules ou visite d'un chauffagiste ou placement de vannes thermostatiques ou passage d'un expert pour analyse des consommations, ...). Le ménage a-t-il toujours accès au fonds? La réponse est oui, si la politique de prévention a débuté au moment de la prise en charge de la facture énergétique (malgré que les frais apparaissent quelques mois plus tard). L'intervention du fonds repose sur le principe de continuité au niveau de l'accompagnement du ménage.

La situation est différente si la première intervention du CPAS s'est limitée à l'octroi d'une aide financière. Si le ménage revient vers le CPAS quelques mois plus tard pour une aide de nature préventive, les conditions d'accès au fonds ne seront plus remplies, sauf si, à ce moment-là, il existe encore des difficultés de paiement de la facture de gaz et/ou d'électricité.

Les actions collectives

Pour ce type d'actions, la circulaire reprend:

"- Le CPAS peut prendre des mesures d'actions ponctuelles d'information et de prévention. Le fonds peut prendre à sa charge le support qui sert exclusivement à la politique énergétique. Exemples: la publication de folders, des brochures, des questionnaires sur les habitudes de consommations, ...

- Le CPAS peut prendre des accords de partenariat.

- Les CPAS peuvent conclure des accords de partenariat avec des asbl ou des acteurs locaux ayant comme objet l'énergie et sa rationalisation. Le fonds peut servir à financer des formations données par ces asbl ou acteurs locaux tant vis-à-vis du citoyen que vis-à-vis de son personnel affecté à cette mission. Ces formations peuvent également consister en une expertise concernant un cas individuel. Cependant, le montant doit demeurer raisonnable.*
- Les CPAS peuvent créer ou participer à la création d'une entité locale dans le cadre du Fonds de réduction du coût global de l'énergie (...).*

- le CPAS peut prendre en charge des frais de personnel liés à des actions visant la réduction du coût global de l'énergie pour le public-cible. Exemples: pour des guidances énergétiques, des frais d'audit, de diagnostic ou de scans énergétiques, pour des frais relatifs à des formateurs, pour des gestionnaires de projets énergétiques, ...

- le CPAS peut prendre en charge des frais liés à la formation du personnel s'occupant des matières énergétiques. Exemples: disposer et former un référent en énergie, former le personnel aux premiers conseils en utilisation rationnelle d'énergie pour le public-cible, mettre en place un mécanisme de coordination efficace entre le service social général et le service énergie, ...".

On trouvera, pour ce type d'actions, des factures relatives à des honoraires d'animateurs, d'intervenants externes, de formateurs, d'expert énergétiques, ... Mais aussi, pour des coûts d'impression relatifs à la publication d'une brochure, BD, agenda, magnets, ... consacrés à l'énergie.

Des visites de sites en lien avec l'énergie pourront également être prises en charge par le fonds.

Les frais de formation du personnel affecté aux matières énergétiques pourront être éligibles.

Les frais de déplacement (ticket de route, train, ...) pour se rendre aux réunions, aux formations, ... ne pourront être affectés sur le fonds. Il s'agit de frais internes aux CPAS.

Les demandes de prise en charge de dépenses adressées au SPP Intégration sociale sont fréquentes et variées et nécessitent, fréquemment, des prises de décision au cas par cas. Michèle Brouet conseille, lors de l'introduction d'une autorisation de dépenses, de bien expliciter l'objet de la demande et son affectation. Par exemple, l'achat d'un appareil photo pourra être pris en charge par le fonds, pour autant que son utilisation soit affectée à 100 % à la prévention énergétique. Il convient de détailler l'utilité de la dépense: apporter une preuve lors d'une contestation d'index, illustrer une demande d'intervention auprès du conseil/bureau permanent, se constituer un dossier de sensibilisation avec les réalisations mises en place suite à l'intervention du tuteur énergie, du travailleur social, ...

Les dépenses relatives à l'achat d'un écran ou d'une télévision pour la salle d'attente ont été exclues des dépenses éligibles puisque leur utilisation pouvait servir à d'autres affectations que la prévention énergétique. Il semblerait que la position de l'Administration puisse être revue si le

CPAS se sert de cet outil pour diffuser des messages de prévention énergétique. Les demandes doivent être introduites individuellement auprès de l'Administration.

Des discussions ont également porté sur le subside convecteur gaz⁵. Michèle Brouet confirme que ce subside a peu été utilisé par les CPAS. Il existe toujours et les montants non utilisés sont reportés d'année en année.

Une piste pour l'avenir serait d'abroger l'arrêté royal⁶ qui organise cette mesure et de réaffecter les montants non utilisés dans le fonds. Il doit, cependant, s'agir d'une décision du Gouvernement fédéral. Aucune décision n'est à l'ordre du jour pour l'instant.

L'engagement de personnel affecté à la prévention

L'élargissement des missions du fonds permet également aux CPAS d'engager du personnel (sur base de l'art. 6) affecté exclusivement à la prévention.

Quelles sont les raisons de cette ouverture? Dès la création du fonds, l'article 6 permettait aux CPAS de mettre en place une politique de prévention énergétique. Peu de CPAS ont été actifs en la matière. Les CPAS rétorquaient régulièrement qu'ils ne disposaient pas des agents nécessaires pour mener ce type d'actions. Il a donc été décidé d'accepter, via l'article 6, l'engagement de travailleurs. Ces derniers doivent **obligatoirement et exclusivement** être affectés à la politique préventive en matière d'énergie. Il doit s'agir d'un engagement supplémentaire. Il est évident que cette possibilité n'est envisageable que pour les CPAS qui reçoivent un subside (art. 6) conséquent.

Ces travailleurs doivent donc être affectés à la réalisation de la guidance énergétique, des diagnostics énergétiques, des audits, des scans énergétiques, du plan de prévention énergétique, ...

Ce financement ne s'applique donc pas aux travailleurs sociaux qui, en plus de leur mission générale d'aide sociale, prendraient en charge la réalisation d'actions de prévention.

Le cofinancement pour la mission du tuteur énergie est possible via cette enveloppe pour autant que l'ensemble des aides ne dépasse pas 100 % des coûts liés à la fonction.

3. Les inspections

Au niveau des inspections, tous les CPAS seront contrôlés. Le contrôle porte toujours sur l'année n-2. Ainsi, les CPAS contrôlés en 2012 seront contrôlés sur les dépenses déclarées en 2010.

L'inspection est effectuée tous les trois ans dans chaque CPAS.

4. La récupération des aides financières

Michèle Brouet s'interroge sur l'opportunité d'octroyer des aides récupérables sur base du fonds.

La pratique montre que, dans de nombreux CPAS, afin de responsabiliser les personnes, les aides sont octroyées de manière récupérable en tout ou en partie. Il arrive aussi que les personnes aient

⁵ V. circ. 30.1.2008 concernant l'octroi d'une aide à l'achat d'un convecteur au gaz dans le cadre du Fonds gaz/électricité.

⁶ A.R. 26.7.2007 modifiant l'A.R. 14.2.2005 pris en exécution de la L. 4.9.2002 visant à confier aux CPAS la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (M.B. 10.8.2007).

la capacité financière de rembourser leurs dettes mais n'ont pas pu bénéficier, auprès de leur fournisseur, d'un plan de paiement raisonnable.

Il a également été précisé à Michèle Brouet que l'octroi d'aides récupérables, en tout ou en partie, via le fonds permet aux CPAS de limiter les risques financiers (liés à d'éventuels non-remboursements). Cela est d'autant plus important pour les CPAS sous plan de gestion.

Quoi qu'il en soit, Michèle Brouet a souligné que la récupération des aides est acceptée par l'Administration. Le rapport unique prévoit d'ailleurs une rubrique "récupération". Cependant, il convient de trouver un équilibre concernant l'utilisation de ce subside et notamment en ce qui concerne l'octroi d'aides récupérables ou non récupérables.

Véronique Pisano,
Conseiller